



Réunion du groupe pays Liban

Lundi 4 février 2013

13h30 – 16h30

Cités Unies France – 9 rue Christiani – 75018 Paris
Métro Barbès-Rochechouart

Relevé de décisions

Présents :

- BAYLE-KALINOWKI Charlotte (Syndicat Interdépartemental de l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) ;
- BUGNON Mélanie (conseil général du territoire de Belfort) ;
- BOURGIS Jérôme (Aix en Provence)
- DACLIN Jean-Michel (communauté urbaine de Lyon)
- DE ROSA Valérie (communauté urbaine de Lyon) ;
- DROIT Hubert (Ormesson-sur-Marne) ;
- FIORINI BERIOT Anna (région Rhône-Alpes) ;
- GALLET Bertrand (Cités Unies France) ;
- GUENIN Céline, étudiante
- JOYEUX Grégoire (DAECT)
- KHELLEF Hani (Ministère des Affaires Etrangères et Européennes) ;
- LOPPE Philippe (ville d'Eybens)
- MANDEIX-MARTIN Aline, (ville de Marseille) ;
- ROUSSEAU Marie-Christine (CNFPT)
- ROUQUETTE Virginie (Cités Unies France) ;
- SCOTTO Anne-Marie, adjointe au maire (ville d'Eybens)
- THOME Thérèse Marie (Nogent-sur-Marne).

Excusés :

- BALEO Jean-Noël et RIVIERE Gaëlle (conseil régional d'Ile de France) ;
- BARO Hervé (conseil général de l'Aude);
- MEVEL REINGOLD Anne-Marie (DAECT, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes)

I/ Les répercussions de la crise syrienne au Liban

Hani Khellef, direction Afrique du Nord et Moyen-Orient, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

○ Éléments de contexte politique au Liban

La période que traverse le Liban est une période très sensible. L'assassinat du Général Al Hassan a mis à mal la politique de distanciation menée par le Président Sleiman.

Selon le HCR, 225000 réfugiés de Syrie sont désormais présents sur le territoire libanais, auxquels s'ajoutent 20000 réfugiés palestiniens de Syrie. Ces chiffres sont en augmentation croissante.

On observe une pression très forte sur l'immobilier ; des problèmes sont rencontrés du point de vue de la scolarité des enfants syriens.

Les autorités libanaises se sentent dépassés par le problème ; en témoigne leur appel au soutien de la communauté internationale.

Pour information, dans la ville de Kab Elias (55 000 habitants), on dénombre 7000 réfugiés et l'implantation de 7 camps (information relayée par le conseil général du territoire de Belfort)

○ **Echéances pour les acteurs de la coopération décentralisée franco-libanaise**

Jean-Michel Daclin, président du groupe pays et maire adjoint de Lyon :

Le Groupe de Recherche et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen Orient (GREMMO), l'Université de Lyon 2, en partenariat avec le Grand Lyon organisent le 15 mars à Lyon un colloque sur les répercussions de la crise syrienne au Liban. Ce colloque scientifique est ouvert aux collectivités territoriales, notamment aux collectivités du groupe-pays Liban.

Le programme prévisionnel et les informations logistiques relatives à cette manifestation sont disponibles aux adresses suivantes :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1708>

<http://www.gremmo.mom.fr/activites/rencontres-scientifiques/colloque-international-le-liban-et-la-crise-syrienne-14-et-15-mars-2013>.

○ **Liban, des Guerres et des Hommes, un documentaire de Frédéric Laffont**

Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France

Ils sont épicier, agriculteur, libraire, mère de famille, ingénieur, musicien... Hommes et femmes de différentes générations, ils ont vécu les combats meurtriers qui ont déchiré le Liban depuis 1975. En recueillant leurs paroles pour ce film en trois parties, Frédéric Laffont signe une œuvre universelle sur l'histoire récente du Liban.

Les trois parties de ce documentaires passent les 27 janvier, 3 et 10 février sur France 5.

Ils sont également visibles sur pluzz (<http://www.france5.fr/videos/76623244>) ou you tube (<http://www.youtube.com/watch?v=xRa4M7G3HMQ>)

○ **Mission de paix dans les pays limitrophes de la Syrie**

Simoné Giovetti, chargé de mission, Cités Unies France

Face à la situation dramatique en Syrie et en réponse aux différents appels à la solidarité du maire d'Istanbul et président de CGLU, Kadir Topbas, le groupe de travail Proche et Moyen Orient de CGLU a décidé de lancer une initiative des collectivités territoriales du Réseau mondiale en direction de la Syrie.

Il a été décidé d'organiser une mission d'une délégation d'élus locaux conduite par le président de CGLU, pour aller à la rencontre des maires et responsables locaux des collectivités territoriales du Liban, de la Turquie et de la Jordanie qui doivent faire face à l'afflux des réfugiés syriens.

Les objectifs de la mission sont les suivants :

- Porter un message de solidarité au noms des élus des collectivités territoriales membres de CGLU ;

- Rencontrer les responsables locaux afin de recenser les besoins des collectivités territoriales recevant les réfugiés, particulièrement ceux qui ne sont pas pris en charge par l'UNRWA et l'UNHCR dans des camps.

Les participants à la mission pourront être des élus et des fonctionnaires territoriaux des collectivités territoriales membres de CGLU ainsi que les représentants des Réseaux des pouvoirs locaux. Les pays intéressés par la mission sont la France, le Canada, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, la Suède, la Norvège.

Pour tout complément d'information, vous pouvez vous adresser à Simoné Giovetti : s.giovetti@cites-unies-france.org

II/ Les appels à projets de la DAECT

En 2012, 6 projets ont été co-financés par la DAECT pour un montant de total de co-financements de 147 600 Euros.

Il s'agit :

- de la communauté de communes de la Vallée de l'Hérault avec Baalbeck sur un projet de tourisme
- du conseil général de l'Aude sur un projet de valorisation du patrimoine naturel
- du conseil général de l'Aude pour un projet de développement économique local
- de la ville d'Eybens avec Brittal et d'un projet d'inscription de la jeunesse dans la vie locale
- de la ville de Marseille avec la Tripoli El Fayah sur un projet de développement touristique durable
- de la métropole de Nice avec Borj Hamoud sur les problématiques d'eau et assainissement

Le nouvel appel à projets a été mis en ligne à la fin du mois de janvier.

L'appel à projets annuel court jusqu'au 28 février 2013.

L'appel à projet triennal court quant à lui jusqu'au 31 mars 2013.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/appels-a-projets-triennaux/>

Pour tout complément d'information : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/>

III/ Retour sur les assises et perspectives

○ Impressions et remarques

- La coopération décentralisée franco-libanaise constitue aujourd'hui une contribution au débat sur l'évolution de la décentralisation au Liban.
- Les participants aux assises ont apprécié la qualité du débat politique ; le débat est d'ailleurs de plus en plus vif entre élus locaux et représentants de l'Etat.
- Le Comité des Maires est devenu un partenaire incontournable des pouvoirs publics libanais sur la question de la décentralisation.

Pour rappel, le compte-rendu de ces assises est disponible à l'adresse suivante : <http://bt-ville.org/cglu/index.php/acceuil/evenements-9>

- **Projet porté par l'Ambassade de France au Liban autour de la création d'un centre de formation**

Marie-Christine Rousseau, CNFPT

Dans l'élan des assises de la coopération décentralisée franco-libanaise, l'ambassadeur de France au Liban a entrepris une démarche auprès du ministre de l'intérieur libanais pour lui proposer un projet de coopération franco-libanaise en matière de formation des élus et agents locaux.

Le ministre a validé ce projet et désigné comme coordinateur libanais le directeur général des collectivités locales, M. El Hajal. Il s'agira de mettre en place un dispositif de formation national financé par les parties françaises (AFD et poste diplomatique) et libanaises (Ministère de l'intérieur, collectivités locales, commission de reconstruction).

Les partenaires de ce projet seraient du côté libanais : le ministère de l'intérieur, le comité des maires, le bureau technique des villes libanaises et l'Institut des finances pourraient y être associés. Du côté français : le MAE et son poste diplomatique, l'AFD, le groupe-pays Liban de CUF et le CNFPT.

L'agenda de ce projet serait dans les grands axes le suivant :

Sous l'égide du ministère de l'intérieur libanais, un diagnostic initial d'évaluation des besoins de formation et de la gestion des ressources humaines serait réalisé par des experts du CNFPT et des experts libanais du ministère de l'intérieur – direction générale de la décentralisation.

Sur la base de cette évaluation ex-ante, des termes de références d'une étude de faisabilité d'un dispositif de formation par les experts français et libanais sera rédigée. Ces termes de référence seront présentés aux collectivités françaises pour avis sur le diagnostic.

Le Ministère de l'Intérieur pourrait ensuite commander cette étude de faisabilité.

Eléments de débats :

- le groupe-pays Liban souligne la complexité de la problématique : si le renforcement des capacités des agents des collectivités locales est nécessaire, il faut prendre en compte le très faible nombre d'agents locaux dans les collectivités libanaises.
- Le président du groupe-pays Liban suggère que quelques collectivités du groupe-pays Liban soient associées à la mission de diagnostic ;
- Il est proposé, lorsque les termes de référence de l'étude seront réalisés, de les soumettre au groupe-pays Liban pour avis. Les collectivités du groupe-pays Liban seront tenues informées.

IV/ Suite du « Programme Concerté Liban »

Pour rappel, le « programme concerté Liban » réunit 10 collectivités territoriales françaises souhaitant travailler ensemble sur les questions de décentralisation au Liban, via différentes activités portées collectivement.

Aujourd'hui, l'état de consommation du budget global du programme permet d'envisager d'autres activités. Comme le montre le projet présenté précédemment, la question de la **formation des agents locaux** s'est révélée être un enjeu fort lors des dernières assises de la coopération décentralisée.

Il est important que les collectivités françaises fortement impliquées en coopération avec les collectivités libanaises, s'inscrivent dans la dynamique créée sur la thématique de formation des agents locaux.

Des échanges entre CUF et le CNFPT ont conduit à envisager un projet qui pourrait s'inscrire dans le cadre du « programme concerté Liban » et être complémentaire du projet précédent.

Proposition formulée aux membres du programme concerté Liban :

L'objectif de l'action pouvant poursuivre le programme concerté serait d'expliquer aux élus libanais le rôle de la fonction publique territoriale et permettre à ceux-ci de s'exprimer sur leur besoins et attentes en terme de formations des agents territoriaux

Ces besoins doivent pouvoir être traduits en termes de compétences puis de référentiels de métiers considérés comme étant le minimum indispensable au bon fonctionnement d'une collectivité.

Il est donc proposé l'organisation d'une « mission d'étude » pour une délégation libanaise (qui serait composée d'élus **systématiquement accompagnés** d'un technicien de leur collectivité)

Le CNFPT a déjà organisé ce type de mission avec des élus haïtiens : il s'agirait de montrer le fonctionnement d'une collectivité française avec les différentes composantes et métiers qui la composent, en évoquant aussi bien-sûr la formation des agents de la fonction publique territoriale.

Cette mission pourrait avoir lieu, pendant une semaine complète, à Angers où le CNFPT dispose d'un centre de formation et de partenaires pour accueillir ce type de mission.

Les collectivités membres du programme concerté pourraient mobiliser des experts de leur collectivité pour intervenir dans le cadre de cette mission d'étude.

⇒ Les collectivités territoriales françaises membres du programme concerté Liban donnent leur accord pour avancer sur un tel projet.

Un retour spécifique sera fait auprès des membres du programme concerté Liban pour vérifier leur accord et avancer sur ce projet dans les prochaines semaines.